

*Royaume du Maroc
Ministère des Affaires Étrangères,
de la Coopération Africaine
et des Marocains Résident à l'Étranger
Département des Marocains Résident à l'Étranger*



المملكة المغربية
وزارة الشؤون الخارجية
والتعاون الإفريقي
والمغاربة المقيمين بالخارج
قضاء المغاربة المقيمين بالخارج

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIÉ SUR OFFRES DE PRIX N ° 01/2025

(SEANCE PUBLIQUE)

REGLEMENT DE CONSULTATION

**Objet : Achat de fournitures pour le matériel informatique au profit du
Département des Marocains Résident à l'Etranger à Rabat en lot unique.**

Marché passé par appel d'offres ouvert national simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 et alinéa a paragraphe 3 de l'article 19, et l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023), relatif aux marchés publics.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION	3
ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS	3
ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 4 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	4
ARTICLE 6 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS ET INFORMATION DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	4
ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS	5
ARTICLE 9 : OFFRE FINANCIERE	8
ARTICLE 10 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 11 : DEPOT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 12 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 13 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES FINANCIERES DES CONCURRENTS	11
ARTICLE 14 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES	11
ARTICLE 15 : OBLIGATION DE RESERVE ET DE SECRET PROFESSIONNEL	11
ARTICLE 16 : CARACTERE CONFIDENTIEL DE LA PROCEDURE	12
ARTICLE 17 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES	12

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne un appel d'offres ouvert simplifié national sur offres de prix N°01/2025 ayant pour objet achat de fournitures pour le matériel informatique au profit du Département des Marocains Résidant à l'Etranger à Rabat en lot unique.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS

Les prestations à réaliser au titre du présent marché sont en lot unique.

ARTICLE 3 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 22 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du cahier des prescriptions spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau du prix-détail estimatif;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 4 : MODIFICATION DU CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 22 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, le maître d'ouvrage peut introduire, à titre exceptionnel, des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Dans ce cas, ces modifications sont mises à la disposition de tout concurrent potentiel et des membres de la commission sur le portail de marchés publics, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité et au plus tard sept (7) jours avant la date de la séance d'ouverture des plis.

Lorsque les modifications introduites dans le dossier d'appel d'offres nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci est publié conformément aux dispositions du premier alinéa du deuxième paragraphe de l'article 23 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité.

Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne peut être tenue qu'après l'expiration d'un délai minimum de dix (10) jours. Ce délai court à partir du lendemain de la date de parution de l'avis rectificatif dans

le dernier support de publication, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Suite aux dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, et en application des dispositions de l'article 135 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique, sur le portail des marchés **www.marchespublics.gov.ma**, sous réserve des dispositions de l'article 60 de l'arrêté précité.

ARTICLE 6 : DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENTS OU DE RENSEIGNEMENTS ET INFORMATION DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 25 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité et suite aux dispositions de l'article 9 de l'arrêté du Ministre Délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 23 juin 2023 précité et en application des dispositions de l'article 135 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, le portail des marchés publics permet aux concurrents de demander au maître d'ouvrage de lui fournir tout éclaircissement ou renseignement concernant le dossier de consultation. Cette demande n'est recevable que si elle parvient au maître d'ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le maître d'ouvrage doit répondre, dans les mêmes formes, à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue, au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier doit être communiqué, le même jour et dans les mêmes formes, aux autres concurrents ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et aux membres de la commission d'appel d'offres.

Cet éclaircissement ou renseignement est mis à la disposition de tout concurrent potentiel dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 7 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité :

1. Seules peuvent participer au présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;

- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement, et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement des créances publiques ;
 - Sont affiliées à la Caisse nationale de sécurité sociale ou à un autre régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
 - Exercent l'une des activités en rapport avec l'objet du marché.
2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :
- Les personnes en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente ;
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une décision d'exclusion temporaire ou définitive prise conformément aux dispositions de l'article 152 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité ;
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans un même marché, lorsqu'il s'agit d'un marché en lot unique ou d'un même lot lorsqu'il s'agit d'un marché alloti ;
 - Les prestataires ayant contribué à la préparation du dossier de l'appel d'offres concerné ;
 - Les titulaires dont les marchés ont fait l'objet de résiliation pour une faute qui leur incombe au titre des marchés d'achèvement y afférents.

Les concurrents sont invités à soumissionner individuellement ou à se grouper conjointement ou solidairement conformément à l'article 150 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité. Le groupement désignera un chef de file qui assurera la coordination des opérations et la liaison avec l'administration.

ARTICLE 8 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET QUALITES DES CONCURRENTS

I. Conformément à l'article 28 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, chaque concurrent doit présenter un dossier administratif et un dossier technique :

A. LE DOSSIER ADMINISTRATIF doit comprendre :

1 – Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - s'il s'agit d'un auto-entrepreneur ou d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;

- s'il s'agit d'un représentant du concurrent, celui-ci doit présenter, selon le cas :
 - une copie certifiée conforme de la procuration légalisée, lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - un extrait des statuts de la société et/ou copie certifiée conforme à l'original du procès-verbal de l'organe compétent lui conférant le pouvoir d'agir au nom de cette société ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
 - s'il s'agit d'une coopérative ou d'une union de coopératives, la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative ou de l'union de coopératives.
- b) La déclaration sur l'honneur (selon le modèle 9-1 prévu par l'arrêté du Ministre délégué auprès de la Ministre de l'Economie et des Finances, chargé du budget n°1689-23 du 14 hijja1444 (03 juillet 2023) pris pour l'application de l'article 153 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité) ;
- c) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
 La caution provisoire doit être produite électroniquement conformément à l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.
- d) La convention constitutive du groupement prévue à l'article 150 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité ou sa copie certifiée conforme, lorsque le concurrent est un groupement.

2 – Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché:

- a) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu à l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou par tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné ;
- c) Une copie du certificat d'immatriculation au registre de commerce (modèle 09) pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation au registre de commerce en vertu de la législation en vigueur ;

L'équivalent des documents visées aux paragraphes a), b) et c) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance, pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de délivrance de ces documents par les administrations ou les organismes compétents, ils sont remplacés par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que les documents précités ne sont pas produits.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

B. LE DOSSIER TECHNIQUE doit comprendre :

Conformément à l'article 28 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations qu'il a exécutées ou auxquelles il a participé ainsi que la qualité de sa participation.

II. Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif prévues aux b) et c) de l'alinéa 1 du A du I) du présent article, une copie du texte l'habilitant à exercer les missions en relation avec les prestations objet du marché.

2 – S'il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par le percepteur du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties tel que prévu par l'article 27 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité.

Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé.

L'attestation précitée n'est exigée que des établissements publics soumis à l'impôt.

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale ou tout autre organisme de prévoyance sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers l'organisme concerné.

La date de production, au maître d'ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

III. Lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l’offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux a), b) et c) de l’alinéa 1 du A du I) du présent article, l’attestation d’immatriculation au registre local des coopératives.

2 – Et lorsqu’il est envisagé de lui attribuer le marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par le percepteur du lieu d’imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu’il a constitué les garanties tel que prévu à l’article 27 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité.

Cette attestation doit mentionner l’activité au titre de laquelle la coopérative ou l’union de coopératives est imposée ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que la coopérative ou l’union de coopératives est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions de l’article 27 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité.

La date de production, au maître d’ouvrage, des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus, sert de base pour l’appréciation de leur validité.

IV. Lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, il doit fournir :

1 – Au moment de la présentation de l’offre, outre le dossier technique et les pièces du dossier administratif, prévues aux b) et c) de l’alinéa 1) du A du I) de l’article 28 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, l’attestation d’immatriculation au registre national de l’auto-entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l’original, délivrée depuis moins d’un an.

2 – Et lorsqu’il est envisagé de lui attribuer le marché, une attestation ou sa copie certifiée conforme à l’original délivrée depuis moins d’un an par le percepteur du lieu d’imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu’il a constitué les garanties tel que prévu à l’article 27 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité.

Cette attestation doit mentionner l’activité au titre de laquelle l’auto-entrepreneur est imposé.

La date de production, au maître d’ouvrage, de cette pièce sert de base pour l’appréciation de sa validité.

ARTICLE 9 : OFFRE FINANCIERE

Chaque concurrent doit présenter une offre financière, en conformité avec les stipulations de l’article 30 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, comprenant :

- L'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à fournir les livrables objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des prescriptions spéciales et moyennant un prix, qu'il propose. Cet acte d'engagement, signé par le concurrent ou son représentant dûment habilité, doit comporter l'ensemble des indications requises y compris le Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Le montant de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

En cas de discordance entre le montant libellé en chiffres et celui libellé en toutes lettres, il faut s'en tenir au montant écrit en toutes lettres.

- Le bordereau du prix-détail estimatif dont le modèle est établi par le Maître d'Ouvrage et figure dans le présent dossier d'appel d'offres. Les prix du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et celui du détail estimatif du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document prévaut pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 10 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES OFFRES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 32 du décret n°2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 mars 2023) précité et aux dispositions de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°1692-23 du 23 juin 2023 relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics, le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux (02) enveloppes :

1. **La première enveloppe** contient, outre les pièces des dossiers administratif et technique, le cahier des prescriptions spéciales et le règlement de consultation paraphés et signés et portant la mention « lu et accepté » par le concurrent ou son représentant dûment habilité.
Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **dossiers administratif et technique** » ;
2. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « **offre financière** » ;

Les deux enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

Il est exigé que les pièces, déposées individuellement, soient également signées électroniquement individuellement, et ce conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatifs aux marchés publics.

La signature électronique doit porter sur la pièce individuelle (fichier .Pdf ou autres) en tant que telle et non porter sur le dossier d'archivage (.Rar, .Zip, ou autres) contenant ladite pièce.

La signature électronique s'effectue par les utilisateurs du portail des marchés publics au moyen d'un certificat de signature électronique conformément aux dispositions des textes législatifs et réglementaires en vigueur et aux conditions d'utilisation du portail des marchés publics.

Les plis des concurrents doivent être chiffrés via le portail des marchés publics avant leur dépôt par voie électronique.

Le dépôt des plis fait l'objet d'un horodatage automatique au niveau du portail des marchés publics, mentionnant la date et l'heure du dépôt électronique et l'envoi de l'accusé de réception électronique au concurrent concerné.

ARTICLE 11 : DEPOT ET RETRAIT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 34 et 135 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité et à l'Arrêté du Ministre Délégué auprès de la Ministre de l'Économie et des Finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures des documents et des pièces relatives aux marchés publics, le dépôt et le retrait des plis et des offres des concurrents s'effectuent par voie électronique via le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Le délai pour la réception des plis expire à la date et à l'heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

Conformément à l'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 juin 2023) précité, tout pli déposé peut être retiré par le concurrent antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Les informations relatives au retrait sont enregistrées automatiquement sur le registre des dépôts des plis. Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis avant la date fixée pour l'ouverture des plis.

ARTICLE 12 : OUVERTURE ET EXAMEN DES OFFRES ET APPRECIATION DES CAPACITES DES CONCURRENTS

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 39, 42, 43 et 44 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité.

ARTICLE 13 : CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES FINANCIERES DES CONCURRENTS

Les offres financières seront examinées et évaluées conformément aux dispositions des articles 42, 43 et 44 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité.

Le marché sera attribué au fournisseur dont l'offre financière est la mieux-disante par rapport au prix de référence.

L'offre la mieux-disante, à proposer au maître d'ouvrage, est celle qui est la plus proche du prix de référence par défaut.

En cas d'absence d'offres inférieures au prix de référence, l'offre la mieux-disante est celle la plus proche par excès de ce prix.

ARTICLE 14 : MONNAIE DE FORMULATION DES OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 21 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, le dirham Marocain est la monnaie dans laquelle le prix des offres doit être formulé vu qu'il s'agit d'un appel d'offres ouvert simplifié national.

ARTICLE 15 : OBLIGATION DE RESERVE ET DE SECRET PROFESSIONNEL

Conformément à l'article 160 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, sous peine de l'application des sanctions prévues par la législation en vigueur, tout intervenant dans la procédure de passation des marchés publics est astreint au secret professionnel en ce qui concerne les données et les informations dont il a eu connaissance à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Sans préjudice des dispositions législatives en vigueur concernant le secret professionnel, les membres des commissions d'appel d'offres ainsi que les membres des sous-commissions sont tenus de garder le secret professionnel pour tout ce qui concerne les éléments portés à leur connaissance à l'occasion du déroulement des procédures prévues par le présent décret.

Il en est de même pour toute personne, fonctionnaire, expert ou technicien, appelée à participer aux travaux desdites commissions ou jurys.

ARTICLE 16 : CARACTERE CONFIDENTIEL DE LA PROCEDURE

Conformément à l'article 161 du Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (08 Mars 2023) précité, aucun renseignement concernant l'examen des offres, les éclaircissements demandés aux concurrents, l'évaluation des offres ou l'attribution du marché ne doit être communiqué ni aux concurrents, ni à toute autre personne n'ayant pas qualité pour participer à la procédure en cours, tant que les résultats d'examen des offres n'ont pas été publiés dans le portail des marchés publics.

ARTICLE 17 : LANGUE D'ETABLISSEMENT DES PIECES DES OFFRES


Les pièces des offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue arabe ou française.

APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL SIMPLIFIE SUR OFFRES DE PRIX
N° 1/2025

REGLEMENT DE CONSULTATION

OBJET : Achat de fournitures pour le matériel informatique au profit du Département des Marocains Résidant à l'Etranger à Rabat en lot unique.

Marché passé par appel d'offres ouvert national simplifié sur offres de prix en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 et alinéa a paragraphe 3 de l'article 19, et l'alinéa b paragraphe 3 de l'article 20 du Décret n° 2.22.431 du 15 Chaabane 1444 (08 mars 2023), relatif aux marchés publics.

PRESENTE PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	LU ET ACCEPTÉ PAR LE CONCURRENT
<div style="text-align: center;"><p>Pour le Ministre des Affaires Etrangères de la Coopération Africaine et des Marocains Résidant à l'Etranger et par Délégation Moulay Ismail LANGHARI MOUBARRAD Secrétaire Général L'ordonnateur Délégué</p></div> <div style="margin-top: 10px;">Fait à Rabat, le : <u>12.3 JAN. 2025</u></div>	<div style="text-align: center; height: 150px;"></div> <div style="margin-top: 10px;">Fait à....., le.....</div>